

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 24/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société GERFLOR PROVENCE SNC

ZI Bois des Lots – BP 6
26130 Saint-Paul-Trois-Châteaux

Références : 20230721-RAP-DAEN0745
Code AIOT : 0006102715

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement GERFLOR PROVENCE SNC implanté ZI du Bois des Lots 26130 Saint-Paul-Trois-Châteaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une journée de contrôles interservices sur le thème de la réduction de la consommation d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERFLOR PROVENCE SNC
- ZI du Bois des Lots 26130 Saint-Paul-Trois-Châteaux
- Code AIOT : 0006102715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gerflor Provence SNC est spécialisée dans la fabrication de revêtement de sol souple à base de PVC par différents procédés : impression (héliogravure ou numérique), enduction, extrusion, pressage, calandrage, usinage...

L'activité est implantée sur un site de 20 ha sur lequel sont exploitées 4 unités de production autonome : 2M, 4M, P2000 et KLAM.

Le site emploie environ 800 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délai
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 23/11/2015, article 4.1.1	Lettre de suite	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 23/11/2015, article 4.1.1	Sans objet
3	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Arrêté Préfectoral du 23/11/2015, article 4 – compatibilité avec les objectifs de qualité des milieux	Sans objet
4	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, annexe I – Mesures de gestion et de limitation des usages adaptées à la situation de la ressource en eau	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société GERFLOR PROVENCE SNC a mis en place de nombreux dispositifs permettant de réduire la consommation de l'eau depuis la sécheresse de 2022. On note un dépassement de la consommation en eau potable dont le volume a été probablement sous estimé en 2013, année de référence. Le dépassement est en partie lié à une augmentation d'effectif sur le site. Les besoins pour les sanitaires se situent à 10 000 m³ par an. Néanmoins, l'exploitant a déjà engagé des actions sur les robinetteries et chasse pour limiter cette consommation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau est utilisée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réseaux d'eau communaux pour les sanitaires, la préparation des encres et la défense incendie ; - les deux forages du site destinés à alimenter les systèmes de refroidissement des installations de production. <p>Consommations annuelles en eau pour l'année 2013 (année représentative du fonctionnement du site) sont données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eau potable (réseau communal) : 13 210 m³ - Eau de forage : Consommation nette : 77 000 m³ - Eau incendie (réseau communal) : 1 500 m³/an (remplissage de la cuve sprinkler)
<p>Constats :</p> <p>L'eau AEP est utilisée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrosage des espaces verts ; - le nettoyage ; - le refroidissement bureaux par brumisation de certaines unités (KLAM) ; - eau appoint chaudière 4M ; - eau incendie (réseau communal) : 1 500 m³/an (remplissage de la cuve sprinkler) - sanitaires : 10 000 m³/an <p>Les deux forages du site alimentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'appoint d'eau pour tours aéroréfrigérantes ; - l'appoint eau pour certains groupes froids ; - le refroidissement des bureaux à l'accueil. <p>Consommations annuelles en eau :</p> <p>En 2022 la consommation d'eau de ville était de 20 725 m³. La valeur de l'arrêté préfectoral qui se base sur une année de référence (2013) est dépassée. Le nombre de salarié a augmenté depuis le dossier d'autorisation d'environ une centaine de personnes. Les besoins en eaux sanitaires du site sont de l'ordre de 10 000 m³/an.</p> <p>Le sujet de la consommation d'eau AEP sera abordé dans l'ETE relative à l'optimisation de la consommation d'eau. Une demande de révision du volume figurant dans l'AP de 2015 sera transmise à l'inspection de l'environnement toutefois, l'exploitant s'attachera à montrer que les équipements sont dotés de dispositifs d'économie d'eau et le cas échéant, évaluera les besoins pour équiper l'ensemble du site.</p> <p>La consommation nette d'eau de forage en 2022 est de 64 000 m³.</p> <p>L'évolution de la consommation sur les 4 dernières années est la suivante (données GEREP) :</p> <p>2017 : 128 492 m³ dont 111 000 en nappe et 17 483 AEP ;</p> <p>2018 : 180 384 m³ dont 149 128 en nappe et 31 256 AEP ;</p> <p>2019 : 148 000 m³ dont 112 000 en nappe et 36 000 AEP ;</p>

2020 : 192 000 m³ dont 144 000 en nappe et 47 000 AEP ;
2021 : 140 000 m³ dont 120 000 en nappe et 19 000 AEP ;
2022 : 118 000 m³ dont 97 000 en nappe et 21 000 AEP ;

Sur la base de la moyenne des consommations des 6 dernières années, on constate que les prélèvements ont été réduits de plus de 38 % entre le 1^{er} janvier 2018 et 2022.

Comme le précise l'exploitant dans son courriel du 12 juillet, conformément à l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 du même arrêté qui précise :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- *vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;*
- *alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;*
- *alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;*
- *crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réfrigération en circuit ouvert est limitée à la pompe à chaleur. Le retour au milieu est à minima de 37 %. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement pour les eaux de forages, hebdomadairement pour l'eau potable. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.
Constats : Le prélèvement brut est de 97 000 m ³ en 2022 (déclaration GEREP). La consommation nette est de 64 000 m ³ selon les relevés compteur de l'exploitant. Le taux de retour est de 34 %. Les installations de pompage sont équipées de télé compteur (AEP, forage et retour en nappe). - relevé le 6 juillet 2023 par l'inspection : Compteur local PAC - consommation pompe forage : 73 666 m ³ ; Compteur local PAC - retour nappe : 58 775 m ³ ; Consommation eau potable: 17 605 m ³ ; Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2015, article 4 – compatibilité avec les objectifs de qualité des milieux
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.
Constats : Actions de réduction réalisées en 2022 : - Une amélioration du retour en nappe a permis d'abaisser la consommation (Cf point n°1). - Un groupe froid a été utilisé en remplacement d'une TAR ce qui a également permis un gain (1 200 m ³ /mois) avec un coût élevé de 60 k€/mois. À noter que le bilan environnemental de ce type de solution peut être contestable en raison de la consommation énergétique importante. Pour pallier la problématique sécheresse, la société GERFLOR a réalisé des investissements importants sur la période sécheresse de plusieurs centaines de milliers d'euros et a enregistré une

consommation énergétique supplémentaire de 100 MWh. Cette solution est une solution temporaire permettant de répondre à une situation sécheresse dégradée.

- Des modifications techniques visant à prélever l'eau strictement nécessaire au fonctionnement des installations.

- Arrêt de l'exploitation des installations du site pendant 3 semaines courant août, les salariés devant prendre des congés payés.

- Arrêt obligatoire de l'arrosage de tous les espaces verts du site (déjà en vigueur à ce jour), soit une réduction de l'ordre de 300 m³/mois.

- Arrêt des Econo Climats KLAM, soit une diminution de 300 m³/mois.

- Mise en place d'une supervision type GTC avec remontée de la consommation journalière ce qui va permettre le suivi automatique de l'arrivée de l'eau de ville (moyennant un investissement supplémentaire de 10 K€).

- Suivi quotidien de la consommation « eau de pompage et retour nappe ».

Mesures pérennes :

- 1) La mise en place d'un pilotage automatique / retour nappe / remplissage bassin. Il s'agit là encore d'un investissement qui devrait entraîner dès septembre 2022 une économie estimée à 1 290 m³/mois.

- 2) Le suivi journalier des consommations d'eau de forage et d'eau de ville avec analyses au jour le jour des consommations et surconsommations éventuelles.

- 3) Le remplacement du traitement des eaux de lavage à l'imprimerie (bassin Nucléos). Un investissement important (450 K€ en 2022) qui devrait permettre d'économiser 190 m³/mois.

- 4) La mise en place de mousseurs / réducteurs de débit sur les robinets des sanitaires et/ou mise en place de robinets électroniques à infrarouge (réfection des sanitaires prévue sur fin 2022 - début 2023).

- 5) L'adoption de chasses d'eau double débit avec réservoir limité (réfection des sanitaires fin 2022 - début 2023).

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, annexe I – Mesures de gestion et de limitation des usages adaptées à la situation de la ressource en eau.
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption des restrictions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Exemption des restrictions pour les Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum : Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3 ^e critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
Constats : La société GERFLOR a transmis un PSH qui reprend la plupart des dispositions techniques susmentionnées. L'inspection de l'environnement demande la réalisation d'une étude technico-économique sur l'utilisation de l'eau. Cette étude devra présenter l'usage de l'eau au niveau du process et démontrer l'optimisation de cet usage. Compte tenu de la taille du site et des échanges avec l'exploitant, l'ETE est attendue pour la fin du premier trimestre 2024. A ce stade, au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 et des actions de réduction susmentionnées déjà réalisées, le site de GERFLOR peut bénéficier des exemptions prévues à l'article 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet